

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVEAL

Avenue des Crayères
51520 La Veuve

Références : D1 i 2023-824
Code AIOT : 0005701770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement SEVEAL implanté Avenue des Crayères 51520 La Veuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVEAL
- Avenue des Crayères 51520 La Veuve
- Code AIOT : 0005701770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site SEVEAL à La Veuve est concerné par les activités suivantes : réception, entreposage, préparation de palettes et expédition de produits de santé végétale et de produits fertilisants. Ces produits sont ensuite transportés vers les coopératives adhérentes ou les magasins professionnels de revente de la région. Aucune opération de fabrication ou de mélange n'intervient dans l'établissement, site classé SEVESO seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de maîtrise des risques (MMR) et plan d'opération interne (POI) ;
- Incompatibilité chimique ;
- Moyens de lutte contre les incendies.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	besoin en eau et sable	Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 8, annexe I	/	Sans objet
2	EDD et MMR	Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 7.1.6	/	Sans objet
5	détection	Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 7.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux réserves souples de 120 et 140 m³, réalisées en 2021, rentrant dans le calcul du besoin en eau, ne sont toujours pas réceptionnées par le SDIS : proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Absence dans le plan d'opération interne des moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur : proposition de lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Incompatibilité chimique
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ». Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Depuis la précédente visite d'inspection qui avait mis en exergue le stockage de produits incompatibles au sein d'une même cellule de stockage, ce qui est contraire à la matrice d'incompatibilité des produits chimiques, guide en la matière, mais non réglementaire, une première étude a été réalisée sur les incompatibilités des produits chimiques avec tri des produits : <ul style="list-style-type: none">• par type d'acides et bases selon leur pH : les acides forts d'un côté ayant un pH < 3, et de l'autre, les bases fortes ayant un pH > 11. Cela représente donc pour l'exploitant une modification de stockage par séparation physique de 52 palettes, réalisable facilement selon lui. Cette séparation physique pour les acides forts et bases fortes a d'ores et déjà été réalisée pour les déchets avec la mise en place de bacs de rétentions distincts ;• selon leur inflammabilité et leur dangerosité pour l'environnement. Selon l'exploitant, 363 palettes de produits non inflammables mais dangereux pour l'environnement sont concernées (ce qui représente environ 90 % des références stockées en cellules identifiées pour les produits inflammables). Ainsi, l'exploitant indique que de séparer les produits uniquement considérés comme dangereux pour l'environnement engendrerait des difficultés de stockage et une externalisation de celui-ci nécessaire. Sur ce point l'inspection indique que la seule contrainte pour ce stockage réside dans les préconisations éventuelles définies dans les fiches de données de sécurité (FDS). Aussi, par rapport à la précédente inspection, les FDS ont fait l'objet d'un audit complet concernant leur mise à jour, et sur les 1011 FDS concernées par une actualisation, 363 ont été réalisées.
Observations : Suite aux constats de l'inspection, l'exploitant s'engage pour fin d'année 2023 à : <ul style="list-style-type: none">• séparer physiquement les acides forts et bases fortes au sein des cellules de stockage sur les références déjà stockées mais également de prévoir cette séparation physique lors de la réception de nouveaux produits ;• balayer l'ensemble des FDS des références concernées par les propriétés de dangerosité pour l'environnement mais non inflammables afin d'identifier potentiellement des recommandations de stockages qui empêcheraient le stockage de ce type de produit avec des produits inflammables ou des produits combustibles ;• finaliser la mise à jour de l'intégralité des FDS des produits restant suite à la réalisation de l'audit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet dans l'immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée : [...] L'étude de dangers est établie en cohérence avec, d'une part, la PPAM tel que défini à l'article 71.4. du présent arrêté et, d'autre part, le SGS tel que défini à l'article 71.5 . du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le SGS tel que défini à l'article 71.5 du présent arrêté. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques, qu'elles soient techniques, organisationnelles ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant. [...]</p>
<p>Constats : La révision quinquennale de l'étude de dangers (EDD) n'apporte pas de modifications par rapport à l'EDD de 2018 concernant les mesures de maîtrise des risques (MMR). 4 MMR ont été sélectionnées par l'exploitant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la détection incendie sur l'ensemble de l'entrepôt, avec système de transmission des alarmes en cas de déclenchement ; 2. l'ensemble du dispositif d'extinction automatique ; 3. les procédures de réception et de stockage des produits ; 4. la procédure de gestion de la plateforme de préparation. <p>Cependant, l'inspection rappelle qu'une MMR peut être technique et/ou organisationnelle et qu'elle doit intégrer la chaîne globale, de la détection à l'action, en tenant compte de la cinétique du phénomène dangereux. Ainsi, les MMR sélectionnées ne sont pas de réelles MMR.</p> <p>En revanche, la barrière B5 Détection incendie avec extinction mousse haut foisonnement et transmission de l'alerte constitue bien une MMR puisqu'elle intègre à la fois l'ensemble de la chaîne détection – transmission – action, et intervient dans la décote de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux liés aux incendies des cellules agropharmaceutiques et du hall de déchargement. De plus, chaque MMR retenue doit faire l'objet d'une description détaillée intégrant les éléments listés en observation.</p>
<p>Observations : Pour compléter le dossier de réexamen de l'EDD, l'exploitant devra pour fin 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer les cotations des barrières de protection, et reprendre la grille de criticité, notamment sur le phénomène dangereux n°8. • fournir les fiches spécifiques pour chaque MMR afin de détailler l'intégralité de la chaîne MMR attendue pour chacune d'entre elle : détection - transmission - action. <p>Pour chaque étape un descriptif est attendu avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ le détail technique de l'équipement (données constructeur) et/ou de la mesure organisationnelle (opérateur, paramètres process,...), ◦ la maintenance associée en vue d'assurer leur fiabilité et fréquence de contrôle, test..., ◦ les tests de bon fonctionnement garantissant la fonction de sécurité, ◦ la procédure spécifique de gestion de mise hors service, ◦ l'indépendance des événements initiateurs conduisant à leur sollicitation, ◦ la cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser. ◦ Concernant ce dernier point, la cinétique de mise en œuvre doit pouvoir être contrôlée indépendamment pour chaque sous-fonction mais également sur la chaîne complète (éventuellement par parties, sous réserve du recouvrement des parties testées pour vérifier l'ensemble de la boucle détection - transmission - action) et

réalisée dans des conditions les plus proches possibles des conditions de fonctionnement.

Ces fiches doivent en outre être « vivantes », c'est-à-dire que l'exploitant doit pouvoir au quotidien s'en servir comme de réelles fiches de vie liées aux MMR retenues. Elles doivent faire l'objet d'une utilisation opérationnelle et non d'un simple document de formalisme au sein de l'EDD.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : besoin en eau et sable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte

Prescription contrôlée :

[...]

- de réserves de sable sec et meuble de 500 litres équivalents et au moins une pelle dans chaque cellule de stockage et dans les zones de réception/expédition ;

- d'un bassin d'eau incendie, situé à l'extérieur du site, de 540 m³ (460 m³ + 80 m³ pour pallier au volume d'eau gelé en surface ou aux boues en profondeur) et d'une crépine, conforme aux normes de raccordement en vigueur, permettant au service d'incendie et de secours le pompage en profondeur dans le bassin. Le pompage en profondeur doit permettre de garantir eau non gelée. La réserve d'eau incendie est accessible en toutes circonstances. Cette réserve d'eau incendie est équipé d'un capteur de niveau et est maintenue pleine en permanence automatiquement par le réseau d'eau de ville. La crépine d'aspiration et le capteur de niveau de la réserve d'eau incendie doivent pouvoir fonctionner à tout moment, même en cas de coupure générale de l'alimentation électrique ;

- de deux poteaux incendie, alimentés par le réseau incendie de la zone industrielle, situés entre 25 et 35 m de l'entrepôt sur la face avant de l'entrepôt. L'exploitant s'assure que le débit d'alimentation disponible est de 120 m³/h lors d'une utilisation en simultané des 2 poteaux incendies. Ces appareils disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ;

[...]

Constats :

Le calcul « D9 » du besoin en eau, présent dans le dossier de réexamen de l'EDD, fait apparaître un volume de 780 m³ requis pour l'extinction incendie. La capacité globale de stockage existante indique un volume de 860 m³, décomposé de la manière suivante :

- un bassin de 500 m³ en entrée du site et,
- deux unités de stockage de 240 m³ et 120 m³ (bâches souples) à l'extérieur du site.

Pour rappel, l'exploitant se repose, pour une partie de ses besoins en eau, sur le réseau de défense incendie de la zone industrielle. Il a été constaté depuis 2021 que les poteaux incendie de l'établissement ne délivraient pas, en tout temps, le débit requis dans le cadre du dimensionnement de la défense incendie. Des réserves souples à proximité de l'établissement à 2 endroits distincts, d'une capacité respective de 240 et 120 m³ ont donc été installées fin 2021. L'inspection n'avait pas proposé de suites préfectorales lors de la dernière visite d'inspection puisque les réserves étaient en place et donc pouvaient être considérées comme mesures compensatoires. Cependant, l'inspection avait demandé à ce qu'une réception officielle de ces bâches souples soit effectuée par le SDIS 51, contrôle qui a eu lieu le 21/12/2022. Suite à ce contrôle, le SDIS 51 a transmis au service de l'inspection par courriel en date du 21/12/2022 les fiches de réception de ces bâches, indiquant que celles-ci étaient non-conformes.

Depuis, ces réserves souples n'ont jamais fait l'objet de travaux pour lever les non-conformités.

L'inspection considère donc que ce volume d'eau n'est pas disponible pour la défense incendie de

l'établissement SEVEAL et que l'exploitant ne peut toujours pas garantir de la fourniture d'eau en quantité suffisante, en tout temps, sur ses poteaux incendie.
Observations : Il n'est pas possible de prendre en compte le volume de ces deux réservoirs souples dans le réexamen de l'étude quinquennale de l'EDD. Ainsi, le volume existant de 500 m ³ ne peut répondre au besoin en eau de 780 m ³ en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Organisation en cas de crise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats : La version 8, du plan d'opération interne (POI) du 16 janvier 2023 contient la plupart des éléments exigés dans l'article 5 de l'arrêté ministériel listé ci-dessus. Sont toutefois manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'exploitant affirme travailler sur le sujet et estime qu'il sera prêt pour le premier trimestre 2024.</p> <p>D'autres points du POI nécessitent d'être mis à jour à la marge comme les contacts, les moyens en eau incendie (du fait de l'absence des débits nécessaires sur les poteaux incendie, cf. constat <i>supra</i>) notamment.</p>

Observations : Les moyens en eau, présents dans le dossier du POI ne sont pas représentatifs de la réalité. En effet, seul le volume de stockage à l'entrée du site est opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, extinction automatique
Prescription contrôlée : [...] Le local technique regroupe les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • une centrale de détection incendie et le dispositif de transmission de l'alerte. Une centrale déportée est située à l'accueil dans le bâtiment administratif ; • une motopompe diesel assurant un débit de 380 m³/h sous 120 m de colonne d'eau ; • réserve d'émulseur : une cuve de 2,5 m³ d'émulseur A3F 3 % à haut foisonnement. La quantité réelle d'émulseur est affichée de manière visible sur les parois du réservoir. Pour pallier aux pertes de charge des réseaux, les fluides arrivent séparément au bâtiment de stockage et le mélange eau/émulseur est effectué à l'entrée des cellules ; • une réserve d'eau d'un volume de 130 m³, équipé d'un capteur de niveau, maintenue pleine en permanence automatiquement par le réseau d'eau de ville. Cette réserve d'eau, située à l'extérieur contre le local technique, est maintenue hors gel ; • le système d'extinction automatique dispose de 2 alimentations possibles : le circuit automatisé associé à la motopompe et à la réserve d'eau (électrovannes), et une alimentation manuelle depuis l'extérieur du local (canalisation avec vanne manuelle anti-retour à la cuve, permettant aux services d'incendie et de secours d'alimenter le circuit sans utiliser la motopompe de la plateforme). [...]
Constats : Le local technique est situé en dehors des zones d'effets irréversibles définies par l'EDD. L'ensemble des équipements de détection, de transmission et d'intervention sont présents. La quantité réelle d'émulseur A3F 3% est affichée sur la cuve de 2,5 m ³ et une réserve d'eau est maintenue hors gel avec capteur de niveau. L'inspection a constaté lors de la visite sur le terrain que la réserve d'eau a une capacité de 104 m ³ et non de 130 m ³ , comme précisé dans l'arrêté préfectoral. Après vérification, l'exploitant a bien intégré dans son EDD un volume d'eau de 100 m ³ lié à son système d'extinction automatique incendie. Ainsi, la valeur indiquée dans l'arrêté préfectoral de l'établissement résulterait d'une erreur lors de la rédaction des prescriptions réglementaires. Ce point nécessitera d'être corrigé à l'avenir.
Observations : Afin de vérifier le bon fonctionnement du système de détection et d'extinction automatique, un exercice d'extinction automatique à la mousse a été réalisé le 23 octobre 2023. Un rapport technique de l'exercice avec notamment le comportement des équipements sera transmis prochainement par l'exploitant et cet exercice donnera lieu à un rapport spécifique de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet